

Liban : chronique d'un effondrement annoncé...



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 31 juillet 2020

Source [Boulevard Voltaire] Le [Liban](#) s'effondre. Crise économique, crise financière, crise bancaire, tout arrive en même temps et, au fond, ce n'est pas une surprise. Le « miracle libanais » était un mirage. Un mirage construit sur un château de cartes qui s'est effondré.

Aucune issue ne semble pour l'instant possible. L'inflation galopante détruit ce qui reste de pouvoir d'achat, le chômage est devenu massif, la livre libanaise s'effondre et la classe politique reste honteusement passive.

Comment en est-on arrivé là ? L'économie libanaise produit peu et exporte donc peu. Pour financer les importations nécessaires à la vie quotidienne, la Banque centrale libanaise a créé un système totalement artificiel de taux élevés afin d'attirer des capitaux du monde entier. La diaspora libanaise, plus nombreuse que les habitants eux-mêmes, a volontiers souscrit à ce système très rémunérateur et a massivement rapatrié des capitaux pour nourrir les banques du pays.

Dans le même temps, le Premier ministre sunnite Hariri a entrepris de reconstruire Beyrouth, très endommagée par quinze ans de guerre civile. Son groupe de travaux publics s'est enrichi, tout comme l'Arabie saoudite, principal bénéficiaire de cette reconstruction accélérée, souvent illégale et toujours au cœur des circuits de corruption. La capitale libanaise a été irrémédiablement enlaidie et de très nombreuses charmantes demeures anciennes détruites au profit d'immeubles clinquants et sans âme.

L'assassinat, dans des conditions restées mystérieuses, d'Hariri n'a pas beaucoup changé la donne. Son fils est devenu Premier ministre à son tour, bénéficiaire d'un système communautariste devenu un boulet.

Ce système prévoit que la présidence du Liban revient aux chrétiens, le Premier ministre (détenteur du pouvoir effectif) est sunnite et le président de l'Assemblée chiite. Mais au-delà de cette répartition tripartite, de très nombreuses communautés doivent être intégrées dans d'invraisemblables combinaisons gouvernementales qui mettent des mois à se conclure.

Le pouvoir est ainsi paralysé, aucune réforme structurelle n'est entreprise faute de consensus et chacun ne pense qu'à tirer bénéfice d'un système où l'on pouvait s'enrichir et faire vivre sa communauté sans aucun souci du bien commun.

Pendant des années le système a fonctionné sur un empilement de dette extérieure grassement rémunérée, dont la classe politique elle-même tirait un profit substantiel.

Tout le monde s'aveuglait, faisant une confiance totale à Riad Salamé, gouverneur de la Banque du Liban depuis 1993. De génie financier, ce dernier est passé au statut peu enviable de fossoyeur du pays. Car lorsque la confiance s'est érodée et que les sorties de capitaux ont commencé, tout s'est enchaîné à la vitesse de l'éclair. La livre s'est effondrée, l'inflation et le chômage ont explosé. L'élite du pays ne pense qu'à une chose : sauver son argent.

Les grandes manifestations de l'automne dernier n'y ont, hélas, rien changé. Le Liban sombre dans l'indifférence générale. La moitié de la population atteint le seuil de pauvreté et a maintenant recours au troc pour survivre.

La France, traditionnel appui du Liban, reste passive, tout comme le FMI et l'[Union européenne](#), mais cela

n'étonnera personne.

En attendant, les jeunes diplômés, souvent chrétiens, ne trouvent pas de travail et ne pensent plus qu'à une chose : partir.